

NOUVELLES POLITIQUES NATIONALES ET ETRANGERES.

QUATRIEME ANNEE REPUBLICAINE.

DUODI 12 Messidor.

(Era vulgaire.)

Jeudi 30 Juin 1796.

Résolution du congrès des Etats-Unis Amérique, relativement au traité de commerce avec la Grande-Bretagne. Election à Westminster pour la formation du nouveau parlement d'Angleterre. — Nouvelles des mouvemens des armées française et autrichienne sur les bords du Rhin. — Extrait de la lettre du général en chef Moreau, sur la prise du fort de Kehl et le passage du Rhin par les républicains. — Formation du conseil des cinq cents en comité général.

A V I S.

Le prix de la souscription est actuellement de 9 livres pour trois mois, 16 livres pour six mois, et 30 livres pour un an. Les Souscripteurs qui n'envoieront point les sommes fixées ci-dessus ne seront servis qu'au prorata de la valeur qu'ils auront adressée.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

De New-York, le 7 mai.

Le 30 avril, la chambre des représentans du congrès, après un long débat, résolut, à la majorité de trois voix, de donner plein effet au traité de commerce avec la Grande-Bretagne, tel qu'il a été ratifié par le président & le sénat. Il y a eu 51 voix contre 48. En conséquence le 3 mai, la chambre des représentans a passé un bill, pour assurer les fonds nécessaires pour donner plein effet au traité de commerce dernièrement conclu entre les Etats-Unis & la Grande-Bretagne. La somme destinée à cet objet a été fixée ensuite à 80,808 dollars; il a été alloué de plus 6,667 dollars pour chacun des commissaires envoyés à Londres, & 4,445 pour ceux qui ont résidé aux Etats-Unis.

A U T R I C H E.

Extrait d'une lettre de Vienne, le 10 juin.

La cour ne manque pas de faire publier des relations rassurantes sur les opérations des armées autrichiennes tant sur le Rhin qu'en Italie. Elle essaye par-là de raviver le patriotisme de ses sujets. Cependant l'empereur n'a pas manqué de faire connaître son mécontentement envers ceux de ses sujets de la Lombardie qui se sont

montrés favorables aux Français, & il a joint à ce mécontentement des menaces très-impolitiques qui vont retentir ces hommes libres dans la voie qu'ils ont embrassée, & en faire des ennemis irréconciliables du despotisme.

On a répandu ici que le projet des Français étoit de pénétrer jusques à Vienne par le Tyrol & la Carniole; mais ces pays, hérissés de montagnes & de difficultés, défendus par les habitans levés en masse & par l'armée qui va se joindre à eux, ne sont pas ouverts comme la Lombardie à l'impétuosité française.

On a débité aussi que par l'istrie les Turcs alloient attaquer la Hongrie. Ce second projet est si vaste, qu'il a pu flatter ceux qui aiment les grandes choses; mais quand on considère que les Turcs ont été formés à des lenteurs de toute espèce, par l'exemple de la Russie, on repousse une idée dont l'exécution présente des difficultés sans nombre.

A N G L E T E R R E.

De Londres, le 11 juin.

L'élection de Westminster est l'objet de toutes les conversations; elle dure depuis huit jours & ne se terminera que dans quatre ou cinq. Cette ville, quoique ne formant avec Londres qu'une seule & même ville, nomme cependant deux députés particuliers au parlement. Les candidats pour ces deux places sont Charles Fox, chef du parti de l'opposition; le vice-amiral Gardner, soutenu par la cour & le ministère, & Horne Tooke, l'un des chefs du parti populaire qui voudroit une réforme dans le gouvernement, & déjà célèbre par des écrits très-hardis & par plusieurs procès criminels que ses opinions lui ont attirés. Chaque jour un certain nombre d'électeurs viennent apporter leurs suffrages, en faisant, suivant l'usage, inscrire leurs noms sur le registre d'élection. On compte environ 11 à 12 mille votans, dont les deux tiers à peu-près ont déjà donné leurs voix. Jusqu'ici les voix ont été assez également balancées entre Fox & Gardner, quoique le premier ait plus constamment la majorité;

il n'est pas douteux qu'ils ne soient élus tous deux. Quant à Horne Tooke, il est là comme *paillasse* aux grands danseurs de corde, qui amuse les spectateurs par des discours bien injurieux pour le ministère & pour son concurrent l'amiral; le ton de ces invectives paroît extrêmement (1) *piquant* à cette classe toujours nombreuse du peuple, qui aime à rabaisser tout ce qui est grand & à avilir tout ce qui est honoré. Aussi l'orateur populaire ne manqua pas d'exciter des applaudissemens & des éclats de rire extrêmement bruyans lorsqu'il appella *maraut* M. Dundas, qui a le tort d'être écossais & ministre. Malgré toute cette popularité, Horne Tooke n'a que peu de voix, & ne soutient l'élection que pour avoir tous les jours une occasion d'inculquer au peuple sa doctrine révolutionnaire.

Pendant l'effet de ses turlupinades a failli d'être funeste à l'amiral Gardner. Au sortir de chaque séance d'élection, il ne manquoit pas d'être accueilli de huées & de mots injurieux par la populace échauffée par Horne Tooke. Le 5 de ce mois, il n'en fut pas quitte pour des injures. Il avoit pris un carrosse à Covent Garden pour aller à Portland-Place; il se forma autour de sa voiture un attroupement qui, après avoir crié, à *bas Gardner*, se mit à jeter des pierres sur le carrosse, dont les glaces & les lanternes furent bientôt brisées. L'amiral & son ami sautèrent à bas de la portière, & s'avancèrent hardiment vers l'attroupement; ils défilèrent les deux plus braves de la troupe de venir se mesurer avec eux. Ce genre de courage fait toujours effet sur le peuple anglais; personne ne se présenta pour accepter le défi; & l'attroupement se dispersa en un clin d'œil.

À la séance d'élection, du 7, Charles Fox parla avec beaucoup de chaleur contre l'insulte faite à l'amiral Gardner; il regarde cette violence comme un attentat non-seulement à la sûreté individuelle, mais encore à la liberté d'élection, liberté qui fait la base de tout gouvernement représentatif. Horne Tooke lui-même parla dans le même sens, mais en y mêlant toujours quelques sarcasmes contre le candidat ministériel. En même tems le comité, qui a été formé pour veiller à la police de l'élection, a fait afficher un avertissement par lequel il promet 20 guinées de récompense à quiconque dénoncera un ou plusieurs de ceux qui ont attaqué l'amiral Gardner. Il s'engage de plus à prendre toutes les mesures possibles pour poursuivre en justice les auteurs de cet attentat & ceux qui en commettront de semblables.

Il résultera de cette élection, que les deux partis enverront chacun un député au parlement, ce qui ne serviroit guère à faire connoître le vœu général des habitans de Westminster; car la prépondérance de M. Fox tient peut-être moins à sa faveur populaire, qu'à l'influence qu'exerce, par ses grandes propriétés en maisons, une famille considérable, aujourd'hui dans l'opposition. Le

(1) Il est assez curieux de rapprocher de cette phrase de notre correspondant le passage suivant de la *Sentinelle* d'hier: « Les discours de Horne Tooke sont vraiment *piquans* par le genre d'esprit original & le grand amour de la liberté qui y regne. Il a appelé le ministre Dundas un *plat-coquin*. On voit qu'à Paris & à Londres, le même goût & les mêmes principes produisent les mêmes jugemens. Au reste, l'auteur de cette note, qui a connu Horne Tooke dans son début révolutionnaire, ainsi que le correspondant, est bien éloigné de le regarder, comme un *paillasse* politique. Si nos *paillasses* journalistes avoient autant d'esprit, de talent & d'audace qu'Horne Tooke, ils seroient encore bien dangereux.

vœu de la majorité du peuple de cette capitale pour la paix et contre le ministère, s'est manifesté d'une manière plus précise dans l'élection de Soutwarck, fauxbourg de Londres, où domine la classe indigente du peuple. Le ministère avoit mis en avant le célèbre banquier Thelsson; mais il a été repoussé par la majorité, et a bientôt renoncé à sa prétention. Ce sont deux hommes du parti de l'opposition, qui ont été nommés par ce fauxbourg. M. Thelsson a trouvé moyen de se faire élire dans un bourg du comté à Evesham.

BELGIQUE.

De Bruxelles, le 8 messidor.

Le quartier-général de l'armée de Sambre & Meuse commandée par le général Jourdan, vient de quitter Anderach pour retourner à Munster-Mayerfeld; & le corps de l'armée française défile de nouveau sur le Hundsruck, où se portent des forces considérables, afin de faire une nouvelle diversion en obligeant les Autrichiens à diviser leurs forces. On prend les mesures les plus actives pour couvrir la rive gauche du Rhin contre les entreprises de l'ennemi; le général de division Grenier vient d'occuper un camp entre Bonn & Cologne, & tous les bateaux qui se trouvoient dans cette dernière ville ont été envoyés à Dusseldorff. Les divers ponts qui joignoient les deux rives ont été retirés & toute communication avec la droite défendue. Les Français, en partant de Neuwied, ont eu soin de garnir de beaucoup d'artillerie & de troupes la grande isle qui est en avant de cette place. Enfin toutes les positions des troupes républicaines paroissent habilement combinées.

Du côté du Bas-Rhin, les troupes autrichiennes se sont déjà emparées de Deuty & de Mulheim; & plusieurs de leurs corps de troupes ont passé la Sieg. Le général Kléber a pris une position retranchée derrière la Wupper, avec deux divisions.

L'armée du général Jourdan a été continuellement harcelée dans sa retraite, & dans plusieurs combats sanglans qui ont eu lieu, les Français ont eu quelque désavantage à raison de la supériorité de l'ennemi.

FRANCE.

De Paris, le 11 Messidor.

On vient de publier la lettre officielle de Moreau directeur sur le passage du Rhin, elle est des 6 de messidor, elle contient des détails intéressans sur cette mémorable entreprise, elle en rappelle les difficultés.

J'ai reçu, dit-il, votre courrier du 2 messidor, pendant l'ordre de passer le Rhin aujourd'hui 6, à neuf heures nous étions maîtres des retranchemens de Kell, nos troupes occupoient la rive droite du fleuve depuis trois heures du matin; le passage vis-à-vis de Kehl, à seul par un lieu: la crue étonnante du Rhin, depuis deux jours, avait tellement inondé les îles ou on devoit débarquer à Gamsheim, qu'il a été impossible d'aborder en toute fermeté.

Le général rend compte des deux expéditions, celle de Kehl qui a été parfaitement heureuse, et celle de Gamsheim qui n'a pu réussir, malgré l'impétuosité des troupes: Voici comment il raconte l'attaque de Kehl.

La première redoute de la place étoit défendue par

bouches à feu , et environ 300 hommes ; l'attaquer et l'enlever a été l'affaire d'un instant : la nouvelle artillerie qu'on venoit de prendre , nous a mis en état de répondre à celle de l'ennemi avec avantage , et de soutenir l'attaque des autres retranchemens , qui ont été successivement enlevés avec le même courage. A neuf heures du matin , l'ennemi étoit entièrement chassé de Khel , et nos troupes le poursuivaient sur la route d'Offembourg , où on lui a encore pris trois bouches à feu , et beaucoup de prisonniers. Notre artillerie de l'île du Rhin a secondé , par un feu bien dirigé , l'attaque des ouvrages qui étoient à sa portée. La perte de l'ennemi , dans cette affaire , est très-considérable en tués & blessés ; on lui a pris 7 à 800 hommes , environ 2,000 fusils , & quinze ou seize bouches à feu.

L'attaque de Gamsheim n'a pu avoir le succès qu'on devoit en espérer ; les isles où on devoit aborder se sont trouvées couvertes d'eau , par la crue des deux jours qui ont précédé le passage ; cet obstacle n'a cependant pas arrêté : le débarquement s'y est fait en plein jour , sous le feu de l'ennemi , & la troupe y a été en bataille , ayant de l'eau jusqu'à la ceinture , pendant qu'on essayoit le passage en terre ferme ; mais la rapidité du courant qui en séparoit , n'a pas permis d'y faire remonter les bateaux ; on a fait repasser les troupes à la rive gauche , dans le meilleur ordre. Les soldats versoit des larmes de rage , de voir leur courage arrêté par des obstacles qu'il leur étoit impossible de vaincre.

Voici comment le général termine sa lettre :

Si l'ennemi s'étoit attendu à cette entreprise , elle seroit devenue presque impossible. Il est bien heureux qu'il ait été la dupe de toutes les attaques , des démonstrations , et de tous les mouvemens que nous avons faits pour la lui cacher ; elle étoit même ignorée dans la ville de Strasbourg ; on n'a eu connaissance des préparatifs qu'au moment où on ne pouvoit plus les cacher : c'étoit le passage des bateaux dans le bras Mobile ; mais je l'avois prévu , et , à mon arrivée dans cette ville , le 5 à midi , j'en fis fermer les portes , de sorte que l'ennemi n'a pu en être instruit.

Au milieu des éloges que je viens de donner à tous ceux qui ont concouru à cette opération , je regrette d'avoir à me plaindre des bateliers de Strasbourg , dont la malveillance a été portée à son comble ; ceux dont on avoit requis les bateaux pour l'expédition , ont refusé les gouvernails sur la réquisition du chef des pontonniers. Vos commissaires près les administrations de cette ville , ont été obligés de faire des visites domiciliaires pour s'en procurer ; cela a retardé le passage de deux heures , & il commençoit à faire jour quand les premiers bateaux sont partis ; de sorte que les fausses attaques qui étoient commencées , devoient lui donner l'éveil sur toute la rive.

J'espère que nous serons bientôt en position de donner la main droite à l'armée d'Italie , & la gauche à celle de Sambre & Meuse.

Vous voulez bien , citoyens directeurs , m'excuser de ne vous avoir pas fait passer mon rapport aussitôt le passage ; je ne regardois notre position sur la rive droite du Rhin , que comme très incertaine jusqu'à l'établissement du pont , puisque nous n'y avions ni artillerie , ni cavalerie , & qu'il étoit impossible d'y en faire passer. Il vient d'être fini entre Kehl & l'île du Rhin. Il a environ 250 toises ; le reste de l'armée y passe en ce moment.

Des prisons de Philadelphie.

Le lecteur respire lorsque dans ces journaux qui annoncent chaque jour les calamités de la guerre , les troubles de l'intérieur , les complots des anarchistes , il rencontre une page de littérature ou de philosophie : il est encore plus soulagé quand il trouve quelques lignes capables d'attendrir ceux qui ont toutes les jouissances , en faveur de ceux qui supportent toutes les privations.

Avec quelle avidité ne saisit-on pas ces articles trop rares dans lesquels on entend l'homme de lettres exciter les jeunes gens à cultiver les arts , que des vandales ont voulu détruire ; l'homme éloquent recommander le malheur à la pitié ; l'homme sans préjugés défendre les prêtres persécutés , qu'il a attaqués lorsqu'ils étoient persécuteurs ; l'homme sensible adresser au gouvernement sa prière pour que le fils puisse accompagner son pere , l'ami son ami , l'obligé son bienfaiteur , jusqu'à sa dernière demeure , sans que leurs douleurs soient présumées par un cortège sans dévotion & des témoins sans recueillement.

Qui n'a pas été ému en lisant dans l'Historien l'extrait d'un ouvrage sur les prisons de Philadelphie ? S'il a un intérêt général , il en a certainement un plus marqué encore pour des Français : presque tous connoissent actuellement ces bastilles dont les tyrans avoient couvert le sol sur lequel ils élevoient aussi des autels à la liberté.

Ces infortunés ne se rappellent que trop le régime cruel sous lequel ils gémissent , la férocité des gardiens , les visites si redoutées des commissaires qui ne paroissent que pour prodiguer l'insulte , la menace , les rigueurs , & qui graduoient les tourmens jusqu'à ce qu'ils eussent fait entrer le désespoir dans l'ame de leurs victimes.

On comparera les traitemens faits en France à des innocens , avec ceux qu'éprouvent à Philadelphie les malfaiteurs ; on verra l'art touchant qu'on y emploie pour adoucir leur sort , la recherche avec laquelle ils sont soignés , occupés , instruits ; on verra des inspecteurs travailler sans relâche à relever des êtres avilis , à épurer des mœurs corrompues , à consoler des cœurs affligés ; on admirera sur-tout cette pensée dictée par le génie de l'humanité qui a conduit l'administration à faire de la prison un moyen de liberté , & à se servir du châtimant pour inspirer au coupable l'amour de la vertu.

Le livre qui fait connoître des procédés si nouveaux , et qui méritent si bien d'être imités , devient plus précieux encore , lorsqu'on apprend le nom de celui auquel nous le devons (1). Personne n'a sacrifié avec plus d'empressement que l'auteur , ses titres , ses dignités , une partie de sa fortune , de grandes espérances ; à la révolution ; personne ne l'a servi plus scrupuleusement , personne ne s'est livré plus exclusivement à des objets de bienfaisance (2) ; ce ne fut qu'après avoir vu son parent distingué par d'imminentes vertus (3) , tomber sous le fer des assassins , et qu'après s'être convaincu que le même sort lui étoit réservé ; qu'il se détermina à la fuite ; il ne put l'exécuter sans dangers et sans de longs détours , qui l'exposèrent à être reconnu et outragé par ces mêmes émigrés avec lesquels on le confond aujourd'hui ; il aborda enfin une terre hospitalière qui nous fournit des alliés fideles , des ressources abondantes , et d'excell-

(1) Liancourt

(2) Larochejaud.

(3) Ses travaux sur la mendicité , les prisons et les hôpitaux.

deux modèles ; c'est là, que séparé de sa famille, dans un dénuement absolu, inquiet sur le nécessaire, il ne cesse de former des vœux pour sa patrie, et qu'il emploie son loisir à rechercher et à nous transmettre les instructions qui peuvent nous rendre meilleurs et plus heureux.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence du citoyen PELET (de la Lozère).

Suite de la séance du 10 messidor.

Delarue, au nom d'une commission spéciale, fait un rapport sur la vente & la fabrication de la poudre à tirer ; il présente un projet de résolution qui est adopté & dont un secrétaire fait l'instant d'après la seconde lecture.

Un des articles autorise les visites domiciliaires chez les citoyens accusés de recéler de la poudre.

Thibaut combat cet article ; il craint que la haine & la vengeance ne s'emparent de ce prétexte pour renouveler contre les citoyens toutes les vexations auxquelles ces visites ont donné lieu sous le régime révolutionnaire.

Guyomard. — J'appuie l'article ; la constitution permet les visites domiciliaires dans certains cas, qui seront précisés par la loi. Or, quel objet plus pressant que celui d'enlever à des particuliers un droit qui peut compromettre la sûreté intérieure de la république, à une époque surtout où elle est troublée dans une foule de départemens. Qui ne sait que les chouans se sont approvisionnés de poudre chez des particuliers qui se permettoient d'en fabriquer & d'en vendre. N'est-ce pas ce qui a été dénoncé par le commissaire du pouvoir exécutif près le département de la Sarthe ? Je veux, qu'aux termes de la constitution, les visites se fassent de jour ; si vous n'adoptez cette mesure, autant vaudroit rapporter toute la résolution.

Doulcet. — Je fais d'abord une observation au conseil. La résolution n'a pas été suivie avec assez d'attention ; elle a été adoptée avec un peu de légèreté : on a fait une seconde faute, en vous en faisant sur-le-champ une seconde lecture. Cette précipitation fait perdre le fruit qu'on s'est proposé dans la relute d'une résolution. Pourquoi ordonne-t-on une seconde lecture ? Pour donner le tems de la réflexion soit aux membres du conseil, soit au rapporteur lui-même. Ainsi, cette relute est illusoire.

J'estime l'article au fond ; & quoique, à l'exemple de Guyomard, je sois partisan des colonnes mobiles de Hoche, qui ont un si merveilleux succès dans la Vendée, je ne crois pas néanmoins qu'on doive assimiler toute la république à quelques départemens insurgés, où la mesure des visites domiciliaires étoit un droit de la guerre. Je n'invoque ni la question préalable, ni l'adoption de l'article ; j'avoue que je ne suis pas assez instruit pour prendre l'une ou l'autre décision. Mais je pense que nos commettans ont une horreur profonde pour les visites domiciliaires, & que vous ne devez vous déterminer à les adopter

que d'après des motifs puissans & des dispositions claires, telles qu'elles obtiennent l'assentiment des citoyens. Il faut préciser les cas d'une manière nette ; or, c'est ce que ne fait pas l'article ; il parle des individus qui auroient chez eux des dépôts de poudre ; mais ce mot est vague. Cent livres de poudre sont un dépôt ; une livre en sera un.

Ainsi, rien ne m'assure que des faussaires, des malveillans, des ennemis secrets, ne me dénonceront pas, & qu'on ne viendra pas m'inquiéter dans mon domicile, troubler le repos de mes foyers, sans que moi-même je puisse en tirer justice. Vous devez être bien sobres, bien avares de ces sortes de visites ; elles ont fait tant de mal, elles ont causé tant d'atrocités, le peuple français les a tellement en horreur, que vous seriez infiniment condamnables à ses yeux, si vous les ordonniez de nouveau, sans de sages réflexions, & sans les précautions les plus sévères. Je demande l'ajournement à demain. — Le projet est ajourné.

CONSEIL DES ANCIENS.

Présidence du citoyen PORTALIS.

Séance du 10 messidor.

Un secrétaire donne lecture au conseil d'un message du directoire, concernant les brillans succès obtenus par nos armées du Rhin.

L'ordre du jour appelle le rapport sur la résolution du 5 messidor, relative aux fonds à accorder au ministre de la marine. Le rapporteur, après avoir fait sentir combien il importe à la gloire de la nation française de maintenir notre marine sur un pied respectable, propose au conseil d'approuver la résolution.

Le conseil approuve la résolution.

Le discours du rapporteur sera imprimé.

On discute le projet de résolution sur le paiement de la contribution foncière.

Ligeret examine la résolution article par article, et trouve par-tout ou de grands inconvéniens dans l'exécution, ou de grandes injustices, ou des contradictions palpables. En conséquence, il vote contre la résolution. La discussion est ajournée à demain.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Séance du 11 messidor.

On soumet à la discussion, un projet de résolution sur la manière de juger les citoyens complices de délits militaires, ce projet, dont quelques articles seulement sont adoptés, sera reproduit.

Defermond a prononcé un discours sur la nécessité de faire recevoir les mandats au cours dans toutes les transactions entre particuliers ; nous donnerons demain un extrait de son opinion, dont le conseil a ordonné l'impression.

Crassous a demandé que le conseil se fermât en comité général pour discuter la question soumise à la sagesse du conseil par Defermond.

Cette proposition a été adoptée & les spectateurs sont retirés.

Il n'y a pas eu de séance publique, ni de résultat.